

Marché n° 4600XXXXXX

Réalisation de l'extension du bâtiment FT

Marché sensible

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie nucléaire et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur François GELEZNIKOFF, agissant en qualité de Directeur des applications militaires,

ci-après dénommé « le **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXX sous le numéro SIRET XXX XXX XXX XXXXX, ayant son siège social au XXXXX, représentée par Monsieur XXXXXXXXXX, en qualité de XXXX,

ci-après désigné par « le **Titulaire** »
d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2.	NORMES	4
ARTICLE 3.	DOCUMENTS APPLICABLES	4
ARTICLE 4.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5.	ORGANISATION DU MARCHE	5
ARTICLE 6.	MODALITES DE NOTIFICATION DES OPTIONS TECHNIQUES	6
ARTICLE 7.	ENTREE EN VIGUEUR ET DELAIS DU MARCHE	7
7.1	Entrée en vigueur	7
7.2	Délais d'exécution et jalons	7
7.3	Prolongation des délais d'exécution et arrêts de chantier.....	9
7.3.1	Intempéries	9
7.3.2	Arrêts de chantier	9
7.3.2.1.	Arrêts de chantier programmés	9
7.3.2.2.	Arrêts de chantier inopinés	9
7.3.2.3.	Reprise du travail.....	10
7.3.3	Décalage du démarrage des travaux	10
ARTICLE 8.	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	10
8.1	Lieux d'exécution	11
8.2	Connaissance du site	11
8.3	Sous-traitance.....	11
8.4	Confidentialité du marché – Clause de protection du secret.....	12
8.5	Mention « SPECIAL FRANCE »	13
8.6	Mise à disposition	13
ARTICLE 9.	RECEPTIONS DES PRESTATIONS.....	14
9.1	Réception des travaux.....	14
9.1.1	- <i>Essais et contrôle en cours de travaux</i>	14
9.1.2	- <i>Réception de l'ouvrage</i>	14
9.1.3	- <i>Documents à fournir pour la réception</i>	15
9.2	Réception des fournitures.....	15
ARTICLE 10.	CONDITIONS FINANCIERES	16
10.1	Montant du marché.....	16
10.2	Conditions économiques	16
10.3	Forme des prix.....	16
10.4	Avances	17
10.4.1	Modalités de paiement et de remboursement	17
10.4.2	Avance accordée aux sous-traitants	17

10.5	Régime fiscal	17
 ARTICLE 11. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES – MODIFICATIONS TECHNIQUES.....18		
11.1	Pour les études.....	18
11.2	Pour les travaux.....	18
11.3	Modalités de notification des modifications	19
 ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT		
12.1	Echéancier de paiement des prestations	19
12.2	Paieement des modifications.....	20
12.3	Retenue de garantie	20
 ARTICLE 13. CONDITIONS DE FACTURATION.....20		
13.1	Décomptes mensuels	20
13.2	Mode de règlement.....	20
 ARTICLE 14. PENALITES		
14.1	Pénalités pour retard d'exécution	21
14.2	Pénalités de non-respect des dispositions de la prévention pour la sécurité du travail.....	22
14.3	Retard de raccordement.....	22
14.4	Retard des activités de levée des réserves.....	22
 ARTICLE 15. AUDITS ET INSPECTIONS.....23		
15.1	Audit de marché	23
15.2	Droit d'accès	23
15.3	Inspection	23
15.4	Obligations à transférer	24
 ARTICLE 16. GARANTIES		
16.1	Garantie concernant les études.....	24
16.2	Garantie des travaux	24
 ARTICLE 17. RESILIATION.....24		
 ANNEXE 1. BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE FORFAITAIRE (BPU).....26		
 ANNEXE 3 TAUX HORAIRES ET FRAIS GENERAUX.....27		

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché (ci-après dénommé le « Marché »), définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'extensions d'un bâtiment existant dénommé « FT » à l'exception des travaux relatifs aux courants faibles industriels et de sécurité.

Ce bâtiment est situé sur le site du CEA de Bruyères le Châtel.

Le Titulaire intervient en tant qu'entreprise générale pour la réalisation des travaux. La prestation sera en tout point conforme aux exigences définies dans le cahier des charges et est assortie d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2. NORMES

Les prestations faisant l'objet du Marché doivent être conformes aux normes européennes et/ou françaises en vigueur à la date de notification du Marché, ainsi qu'aux règles de l'art qui en découlent. Les modifications apportées aux normes pourront être contractualisées et les normes mises à jour, si nécessaire, selon les processus de gestion de la configuration définis dans les documents applicables.

Elles doivent aussi prendre en compte l'évolution prévisible de ces normes à la date de notification du présent marché, liée en particulier à des projets de normes et à l'application des législations européennes et/ou françaises.

Le Titulaire doit se tenir informé et avertir le CEA de toute évolution prévisible de la loi, des réglementations et des normes ayant un impact sur le déroulement des prestations, objet du Marché.

ARTICLE 3. DOCUMENTS APPLICABLES

Les documents énumérés ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante, dans toutes leurs dispositions, non contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent :

- l'annexe de sécurité,
- le cahier des charges référencé 235-PASED-RED-CDC-19000478 au dernier indice et les documents qu'il appelle,
- le Cahier des Exigences Générales (CEG) référencé 235-PASED-RED-NOT-19000666, au dernier indice connu et les documents qu'il appelle
- le Plan Général de Coordination Sécurité Protection de la Santé (PGCSPS),
- l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM (SYM S0201 SPP INQ 09000860), éventuellement complétée par les règlements édictés par le centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
- les Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique, référencées SYM A000D SJD DIR 15002413,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA, édition de février 2013,

- le Cahier des Clauses Sociales Particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- le règlement intérieur du centre de Bruyères-le-Châtel,
- à titre supplétif et pour autant que leurs dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment la proposition technique et financière du Titulaire référencée n° XXXXXX du xx xxx.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le marché comprend l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des extensions du bâtiment FT et précisés au cahier des charges en référence.

- Les travaux d'aménagement préalable au niveau du centre et du hall de maquettage et hall de réception
- L'installation chantier,
- Le VRD (voiries, réseaux et divers)
- Le gros œuvre,
- Le second œuvre – Installations Générales,
- L'électricité courants forts,
- Le CVC (climatisation, ventilation, chauffage),
- Les Fluides

Le Titulaire assure également les études générales, les études de synthèse, les plans d'exécution.

ARTICLE 5. ORGANISATION DU MARCHE

Les tranches 1 à 4 sont fermes et définis comme suit :

- **Tranche 1** : Etudes et documentation :
 - Acquisition et vérification des données d'entrée pour les études d'exécution, et les travaux.
 - Etudes d'exécution
 - Documentation en lien avec le contrôle de l'exécution des travaux et la configuration de l'ouvrage modifié
- **Tranche 2** : Les travaux préparatoires
 - Les aménagements de site : préparation plate-forme d'accueil et accès réseaux
 - La préparation du hall de maquettage et hall de réception
 - Installation de chantier et repli

- **Tranche 3** : La reconfiguration du Hall de Maquettage et utilités associées :
 - La création d'un nouveau local CTA à l'ouest du bâtiment dénommé par la suite « Local CTA ou local technique »
 - Le transfert du groupe froid situé au Nord du bâtiment
 - Relocalisation et la mise à niveau de la fonction climatisation (groupe froid, centrale de traitement d'air et équipements associés) du HM vers le nouveau local CTA
 - La création d'une plateforme de transfert devant l'entrée du Hall de Maquettage
 - Le réaménagement interne du Hall de Maquettage
- **Tranche 4** : La création d'une extension au sud du bâtiment comprenant dénommé par la suite « Extension sud » :
 - Une zone de stockage d'outillage et des toilettes au RdC,
 - Une salle de réunion à l'étage.
- **Option Technique 1.1** : Alimentation électrique renforcée du Hall de Maquettage depuis le TGBT du local UP
- **Option technique 1.2** : Alimentation électrique des extensions du Hall de Maquettage depuis le TGBT du local UP
- **Option technique 2** : Remplacement de groupes électriques réversibles par des unités de chauffage alimentées par le réseau eau chaude du bâtiment

Le CEA ne peut pas s'engager sur une continuité des prestations entre chaque tranche et à l'intérieur d'une même tranche du marché, notamment dû aux autorisations de lancement des travaux.

S'il n'y a pas de décision d'engagement d'autorisation aux dates identifiées au plus tôt (cf. article. 7.2), l'industriel prend à sa charge les frais d'immobilisation afférents au chantier et plus généralement de son personnel et ce pour une durée d'un mois pour les tranches 3 et 4. De fait, ces différés ne donneront pas lieu à indemnités au Titulaire si leurs durées sont inférieures à 1 mois. Au-delà chaque jour de différé donne lieu à rémunération, sur la base des tarifs au BPU

ARTICLE 6. MODALITES DE NOTIFICATION DES OPTIONS TECHNIQUES

Options Techniques 1.1 et 1.2

Dans la suite, les « extensions » désignent l'extension sud et le nouveau local CTA.

Dans le cas où le bilan de puissance électrique établis par le Titulaire lors de ses études d'exécution (tranche 1) donne une consommation plus importante que celle admissible par l'installation existante (aux réglages des équipements), l'une des options pourra être levée par le CEA :

- Option Technique 1.1 : Alimentation électrique renforcée du HM depuis le TGBT du local UP
- Option technique 1.2 : Alimentation électrique des extensions du HM depuis le TGBT du local UP.

Ces options sont exclusives l'une de l'autre. Dans la cadre de cette prestation, le Titulaire aura en charge les études et le remplacement des équipements existants.

Le Titulaire devra transmettre au CEA les éléments techniques et calendaires de telle sorte que le CEA puisse lever l'option dans les délais compatibles qui permettent au Titulaire d'exécuter les travaux sans incidence sur les délais généraux du projet. Sachant que le bilan de puissance doit être soumis au CEA dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du marché.

Option Technique 2

Le dossier APD prévoit que le chauffage et la climatisation des extensions soient assurés par des groupes réversibles électriques. Néanmoins, le CEA envisage le remplacement de ces groupes réversibles électriques par des unités de chauffage alimentées par le réseau eau chaude du bâtiment. La décision de lever ou non l'option sera prise à la notification du marché.

La levée de l'option est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, ayant valeur d'ordre de service.

Le non affermissement des options ne donne pas lieu à indemnisation du Titulaire.

ARTICLE 7. ENTREE EN VIGUEUR ET DELAIS DU MARCHÉ

7.1 Entrée en vigueur

Le présent marché entre en vigueur à la date de notification et expire à l'achèvement de toutes les prestations incombant au Titulaire, y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage final et la remise en état des lieux.

Toutefois, le Titulaire ne débute les prestations et travaux qui lui incombent au titre du présent marché, notamment la réalisation de la tranche ferme, qu'à la date définie (J0) par l'Ordre de Service n° 1 lui prescrivant l'exécution de son Marché. Cet ordre de service n° 1 est émis dans un délai d'au plus 6 mois à compter de la signature du marché.

7.2 Délais d'exécution et jalons

Le délai total prévisionnel du présent Marché est de 25 mois à compter du J0.

A compter de J0, les délais impératifs et pénalisables sont les suivants :

- Réunion d'enclenchement : **J₀ + 15 jours**
- Dossier VSO des documents projet : PAQP, planning, liste et calendrier des documents, organisation de chantier : **J₀ +1,5 mois,**
- Dossier VSO des études d'exécution des travaux préparatoires : **J₀ +3 mois,**
- Dossier VSO des pièces techniques pour la commission locale de sécurité : **J₀+3 mois,**
- Prise en compte des Prescriptions Techniques (PT) et les Recommandations techniques (RT) de la CLS, dans la documentation technique : **J₀ + 6 mois,**
- Dossier d'exécution VSO pour travaux T3 et T4 : **J₀ + 7 mois,**

- Mise à jour VSO des documents de management de projet pour les tranches 2, 3 et 4: à **la date de lancement au plus tôt des travaux concernés**

Les autorisations pour engager les travaux préparatoires seront données avec préavis de 5 jours, Les dates d'engagement de la Tranche 2 « Travaux préparatoires » au plus tôt et les délais sont précisés ci-après :

Poste	Jalon de démarrage	Date d'engagement au plus tôt	Délai
Aménagement site	J1.1	1/07/2020	2 mois
Aménagement hall de réception	J1.2	1/07/2020	2 mois
Préparation du Hall maquetage	J1.3	15/10/2020	15 jours
Installation de chantier	J1.4	01/10/2020	1 mois

Les dates réelles d'engagement seront fonction de la disponibilité des installations concernées. Les décalages d'engagement du fait d'un retard d'avancement du Titulaire n'ouvrent pas droit à rémunération du Titulaire.

A compter de J₂ : date d'autorisation par le CEA de commencer les travaux sous décret 94 (travaux d'aménagement visés par les tranches 3 à 4), les délais impératifs sont les suivants :

- Fin des travaux et essais pour la tranche T3, livraison de la documentation associée : **J2 + 5 mois**
- Fin des travaux et- essais de l'industriel de la tranche T4, livraison de la documentation associée : **J2+10 mois** ;

L'autorisation à J₂ sera notifiée avec un préavis minimum de 5 jours, avec une prise d'effet à partir du 01/11/20.

- Réception des travaux à l'issue des Opérations Préalables à la Réception : **J₂ +14 mois**
- Fin des Repli, finitions, levées des réserves : **J₂+ 16 mois**

Les décalages d'engagement du fait d'un retard d'avancement du Titulaire n'ouvrent pas droit à rémunération du Titulaire.

Tout délai contractuel implique non seulement l'exécution conforme et satisfaisante des plans, équipements et travaux y compris les finitions sur le site jusqu'à l'obtention du procès-verbal de réception, mais également, la fourniture de tous les documents techniques associés.

7.3 Prolongation des délais d'exécution et arrêts de chantier

7.3.1 Intempéries

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution peuvent être prolongés d'une durée égale au nombre de journées d'intempéries reconnues comme telles par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment et des Travaux Publics et dûment constaté par le maître d'œuvre, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, égal à 10 journées continues ou discontinues retenues pour chaque tranche.

7.3.2 Arrêts de chantier

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de travaux susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Les arrêts de chantier pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec un délai supérieur ou égal à 2 jours ouvrés de préavis sont ci-après dénommés : « arrêt de chantier programmé ».

Les arrêts de chantier pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec un délai inférieur strict à 2 jours ouvrés de préavis sont ci-après dénommés : « arrêt de chantier inopiné ».

Tout arrêt de chantier, qu'il soit programmé ou inopiné, donnera lieu à l'établissement par le CEA d'un procès-verbal.

Les arrêts de chantiers relatifs aux événements suivants ne seront pas couverts par les dispositions du présent article :

- le manque d'anticipation ou de vérification de la disponibilité des réseaux pour réaliser les déviements,
- l'endommagement lors de la réalisation de travaux, de réseaux concernés ou non par le Marché,
- la survenue d'intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les délais seront prolongés de la durée des arrêts de chantier majorés du temps de reprise dans les conditions ci-après.

7.3.2.1. Arrêts de chantier programmés

Les durées de prolongation découleront des dates d'arrêt et de reprise mentionnées dans les procès-verbaux. Un arrêt de chantier programmé ne donnera pas lieu à rémunération du Titulaire pour une durée < à 1 mois.

7.3.2.2. Arrêts de chantier inopinés

Lorsque le CEA demande un arrêt de travaux avec un préavis strictement inférieur à 2 jours ouvrés, le Titulaire consignera la durée de l'interruption dans un fichier de suivi.

Ce fichier sera présenté hebdomadairement au CEA, et envoyé par voie informatique.

Seules les interruptions inopinées d'une durée supérieure ou égale à 4 heures pourront être consignées.

Quelle que soit l'organisation du travail mise en place par le Titulaire, la durée consignée pour une interruption de chantier ne pourra être supérieure à :

- 4 heures pour une demi-journée d'interruption,
- 8 heures pour une journée complète d'interruption.

Au-delà de 100 heures cumulées d'interruption de chantier inopinées sur la durée du Marché, chaque heure d'interruption donne lieu à rémunération.

Cette rémunération sera basée sur les personnels présents sur le chantier (du Titulaire ou de ses sous-traitants) et strictement nécessaires à l'exécution des prestations du marché, ainsi que les coûts de location de matériels ou d'équipements en place sur le chantier et nécessaires à l'exécution du chantier à la période considérée.

En tout état de cause, un arrêt du chantier pour non-respect des conditions d'exécution, des exigences de sécurité et de protection des personnels, ou tout autre motif impliquant la responsabilité du Titulaire ne pourra prétendre à rémunération par le CEA.

7.3.2.3. Reprise du travail

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, en cas d'arrêt de durée strictement inférieure à 2 jours ouvrés, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 4 heures après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité.

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, en cas d'arrêt de durée supérieure à 2 jours ouvrés, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 2 jours ouvrés après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité.

Tout arrêt de chantier, qu'il soit programmé ou inopiné, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraîne la prolongation du délai du marché pour la durée d'arrêt majoré du temps de reprise à compter de la levée de l'arrêt.

7.3.3 **Décalage du démarrage des travaux**

Un allongement du délai résultera des retards d'engagement des travaux du fait de l'indisponibilité des installations, à l'exclusion de toute autre cause y compris un défaut d'avancement du Titulaire quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 8. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des côtes et des indications des plans et descriptifs qui lui seront remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

8.1 Lieux d'exécution

L'exécution des travaux et prestations du présent marché se déroule sur les sites suivants :

- dans les locaux du Titulaire ou de ses cotraitants ou sous-traitants pour les études, les maquettages, et les pré montages,
- sur le site de Bruyères-le-Châtel pour les travaux et les essais, dans le cadre d'un chantier clos et dépendant, pour les travaux d'extension proprement dits (T3 et T4) et sous plan de prévention pour les diagnostics et relevées (T1) et les travaux préparatoires (T2).

Pour les interventions sur le site de Bruyères-le-Châtel, les dispositions du règlement intérieur dudit site ainsi que l'organisation du chantier sont applicables.

Sauf dispositions particulières notifiées au Titulaire, les fournitures sont à livrer sur le site de Bruyères-le-Châtel, conformément aux dispositions du cahier des charges.

8.2 Connaissance du site

Le Titulaire a effectué, lors de la phase de consultation, une visite obligatoire du site, lui permettant notamment d'apprécier les contraintes de situation et d'accès.

Le Titulaire déclare qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes à la conception, à la réalisation ainsi qu'au fonctionnement et à l'exploitation conforme et régulière du projet objet du présent marché.

Le Titulaire ne peut notamment pas se prévaloir des sujétions occasionnées par :

- l'exploitation du site de Bruyères-le-Châtel et notamment des arrêts de chantier,
- l'exécution de travaux non compris dans la réalisation de l'opération,
- le respect du règlement intérieur du site de Bruyères-le-Châtel.

8.3 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution des prestations du Marché sous réserve de l'application des conditions du C2SP et de l'article 7 des CGA dont notamment, l'obtention de l'accord écrit et préalable du CEA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché devra adresser au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant et un acte spécial le cas échéant, selon le modèle DC4.

Le Titulaire doit présenter les demandes d'acceptation des sous-traitants, et demandes d'agrément des conditions de paiement le cas échéant, dans un délai suffisant, au minimum 2 mois pour en permettre l'instruction, avant tout commencement des travaux sous-traités.

La demande d'acceptation est adressée en 1 seul exemplaire à :

CEA/DAM — Île-de-France
DCG/SAPI/BSIM – bâtiment U
À l'attention de Nathalie BELLEC
Bruyères-le-Châtel- 91297 Arpajon Cedex
Ou par mail à nathalie.bellec@cea.fr et edith.thauvin@cea.fr

Eu égard au respect des délais contractuels, le Titulaire ne peut se prévaloir des délais d'instruction d'une demande ou du refus d'acceptation d'un sous-traitant par le CEA pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations.

8.4 Confidentialité du marché – Clause de protection du secret

Le Marché est un marché sensible au sens de l'article 78 de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection absolue des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le Marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce Marché est exécuté.

Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'arrêté 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

2. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du Marché et s'engage à assurer la confidentialité des informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « Diffusion restreinte », qu'il sera amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution du Marché.

3. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du Marché ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux dispositions précitées ne pourra être acceptée par le CEA ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

4. A la demande du CEA, le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du Marché des personnels ayant satisfait à la procédure de contrôle élémentaire telle que prévue par l'arrêté du 30 novembre 2011 précité.

5. Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le Marché.

6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Pour la sous-traitance de prestations sensibles au sens de l'article 78 de l'arrêté du 30 novembre 2011, l'autorisation par le CEA du recours à la sous-traitance est conditionnée à l'obtention d'un avis favorable du FSD/N en cas de demande de contrôle élémentaire.

7. Le non-respect ou l'inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des dispositions précitées, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnités sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

8.5 Mention « SPECIAL FRANCE »

Le présent marché étant réservé aux sociétés de droit Français (compte tenu de l'apposition de la mention « Spécial France » sur certaines informations et supports) avec une exécution réalisée par du personnel exclusivement Français sur le périmètre concerné, le Titulaire devra s'assurer du respect des dispositions en vigueur à cet égard, sous peine de résiliation.

8.6 Mise à disposition

Conformément aux dispositions de l'article 34.2 des CGA, des mises à disposition pour une période déterminée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages même non achevés pourront être requises par le CEA, sans que ce dernier n'en prenne possession, afin notamment de pouvoir exécuter ou de faire exécuter par des tiers des travaux de montage ou d'assemblage, ou des essais autres que ceux qui font l'objet du présent marché.

Ces dispositions sont complétées comme suit :

Les mises à disposition sont notifiées par Ordre de Service qui précise l'état d'avancement des travaux requis pour la mise à disposition et les opérations qu'il est envisagé de réaliser sur les ouvrages mis à disposition.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux et les essais non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du CEA. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou essais ou que lesdits travaux ou essais risquent de détériorer les ouvrages. Ces réserves doivent être motivées par écrit au CEA.

Le Titulaire ne peut se prévaloir d'un décalage de planning qui augmenterait les durées de mises à disposition des ouvrages pour justifier d'une majoration du prix forfaitaire.

Dans le cas où, le Titulaire met à disposition les ouvrages ou parties d'ouvrages en retard par rapport au planning contractuel de réalisation, outre les pénalités définies ci-dessous, il supporte les frais supplémentaires consécutifs à ce retard occasionnés au tiers utilisateur dont notamment toutes reprises d'opération, montage et démontage, fourniture de gabarit, repli et amenée de chantier, contrôle et essai supplémentaires. Le montant déterminé par le CEA sur la base des prix du marché du tiers utilisateur vient en déduction du montant HT du marché et est soustrait des paiements à effectuer au Titulaire.

ARTICLE 9. RECEPTIONS DES PRESTATIONS

9.1 Réception des travaux

La réception des travaux est effectuée conformément aux articles 30 et 34 des CGA.

9.1.1 - Essais et contrôle en cours de travaux

Le Titulaire informe dans un délai suffisant le CEA de tout ouvrage ou partie d'ouvrage qui en raison de l'avancement des travaux sera dissimulé ou inaccessible à l'achèvement des travaux et pour lequel les opérations préalables à la réception ne pourraient donc pas être faites à ce moment-là.

S'il le juge utile, le CEA peut alors procéder ou faire procéder aux essais et contrôles nécessaires pour vérifier la conformité de cet ouvrage ou partie d'ouvrage aux spécifications du marché, avant la poursuite des travaux.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation ou prolongation de délais en raison des arrêts de travaux éventuels imposés par ces essais et contrôles.

Si le Titulaire omet d'informer en temps utile le CEA de cette dissimulation ou inaccessibilité, le CEA peut alors prescrire par ordre de service les mesures de nature à permettre les opérations préalables à la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concerné. Ces mesures peuvent comprendre, si nécessaire, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage.

Les frais résultant de la mise en œuvre de ces mesures, y compris le cas échéant la reconstruction de l'ouvrage sont à la charge du Titulaire. Par ailleurs, le Titulaire ne peut alors prétendre à aucune prolongation de délais pour les retards ou les arrêts de travaux éventuels liés à la mise en œuvre desdites mesures.

9.1.2 - Réception de l'ouvrage

On entend par ouvrage les travaux d'extensions et de reconfigurations, objet du présent marché.

Il est procédé à la réception de l'ouvrage tel que défini au présent marché, dans les conditions du chapitre 11 des CGA.

Préalablement à la réception globale de l'ouvrage, certaines prestations ou certains travaux bien identifiés peuvent faire l'objet de réception partielle à la demande du CEA.

La réception partielle est effectuée dans les mêmes conditions que la réception globale précisées ci-dessous. Dans le cadre de la réception partielle, les conditions du chapitre 11 des CGA s'appliquent.

La réception globale de l'ensemble des prestations est prononcée à l'issue de la dernière des réceptions partielles effectuée dans les conditions du chapitre 11 des CGA complétées par les dispositions du présent marché et des CCTP. La réception globale fera l'objet d'une réserve tant que l'ensemble des documents requis au titre du marché n'a pas été remis au CEA conformément aux documents contractuels.

En dérogation de l'article 34 des CGA, le Titulaire dispose d'un délai maximal de deux mois à compter de la date d'effet de la réception pour remédier aux réserves émises lors de cette réception.

Le Titulaire informe le CEA par courrier recommandé avec avis de réception de l'achèvement des travaux permettant la levée de réserves. Le CEA peut alors procéder à un constat de levée des réserves auquel le Titulaire est convoqué.

9.1.3 - Documents à fournir pour la réception

Le Titulaire remet au CEA lors des opérations préalables à toute réception tous les documents relatifs à l'ouvrage dans le respect des prescriptions du présent marché, des CCTP et de l'article 34.1 des CGA.

La réception est conditionnée par l'acceptation des dits documents par le CEA et notamment par l'acceptation sans observations du dossier des ouvrages exécutés « DOE ».

9.2 Réception des fournitures

Les stipulations des articles 32 et suivants des CGA sont applicables.

ARTICLE 10. CONDITIONS FINANCIERES

10.1 Montant du marché

Le montant global du Marché est de :

XXX XXX € HT
(.....euros Hors Taxes)

Ce montant est décomposé comme suit :

- Tranche 1 ferme : études et documentation (forfaitaire) xxx € HT
- Tranche 2 ferme : travaux préparatoires (forfaitaire)..... xxx € HT
- Tranche 3 ferme : travaux de reconfiguration (forfaitaire)..... xxx € HT
- Tranche 4 ferme : création de l'extension sud (forfaitaire)..... xxx € HT
- Option 1.1 : alimentation électrique du HM (forfaitaire)..... xxx € HT
- Option 1.2 : alimentation électrique de l'extension Sud (forfaitaire)xxx€ HT
- Option 2 : chauffage alimenté par eau chaude (forfaitaire)xxx € HT
- Provision pour gestion des modifications (plafond)..... xxx € HT
- Provision pour interruptions et différés d'engagement de travaux (plafond).....xxx € HT

Les provisions pour gestions des modifications et pour interruptions et différés d'engagement des travaux représenteront respectivement 7% et 3.% du montant total des tranches 1 à 4.

Les montants des provisions permettent de rémunérer les fiches de modification (FM) ainsi que les interruptions de chantiers.

Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis à vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des FM et des interruptions de chantier notifiées au Titulaire dans le cadre de la provision ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

10.2 Conditions économiques

Les prix sont déterminés aux conditions économiques de xxx.

10.3 Forme des prix

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

10.4 Avances

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 20% du montant TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

A la notification du marché, cette clause sera supprimée ou adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est donc fixé à 5% ou 20% du montant TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

10.4.1 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre des termes de paiement successifs intervenant à compter du premier terme de paiement de la tranche 2 jusqu'à remboursement complet.

10.4.2 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le cas échéant, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Titulaire. Le Titulaire doit répercuter les modalités relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

10.5 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour par du fait générateur. Chaque terme de paiement, y compris la retenue de garantie, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 11. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES – MODIFICATIONS TECHNIQUES

Le terme « modification » couvre toutes modifications techniques et prestations supplémentaires. Les interruptions de chantier n'entrent pas dans ce cadre.

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du Marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du Marché.

Pendant l'exécution du Marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications techniques ou prestations supplémentaires de toute nature qui lui paraissent utiles. Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du Marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution ; les prestations supplémentaires et modifications feront l'objet d'un OS qui notifiera cette décision.

Les prestations supplémentaires et modifications techniques dont l'instruction, préalable à la décision d'exécution, est acceptée par le CEA feront l'objet de l'établissement d'une Fiche de Modification (FM).

11.1 Pour les études

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

11.2 Pour les travaux

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- application des prix unitaires du BPU,
- application des taux horaires par qualification définis par le Marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA,
- application de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux horaires par qualification, définis par le Marché, les volumes

d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, en isolant le coefficient d'approvisionnement défini par le Marché, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles,

- devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements avec application du coefficient de peines et soins défini par le Marché. Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de notification desdites fiches.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le Marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation de la version finale de la FM.

En cas de désaccord sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

11.3 Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par le CEA.

Les modifications ne pourront être prises en compte financièrement au titre de la provision que dans la limite du montant plafond correspondant, défini à l'article 10.1 Montant du marché. Au-delà un avenant sera mis en place.

ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT

12.1 Echéancier de paiement des prestations

Les échéanciers de paiement des prestations sont les suivants :

➤ **Tranche 1 :**

- 20 % du montant de la tranche 1 à l'acceptation du dossier CLS
- 30% du montant de la tranche 1 à l'acceptation du dossier d'exécution et du dossier VSO
- 30 % du montant de la tranche 1 à la levée des prescriptions et des recommandations techniques CLS
- 10 % du montant de la tranche 1 à l'acceptation du DOE
- 10 % du montant à l'acceptation du RFI et du dossier déchet

➤ **Pour chacune des tranches 2, 3 et 4 :**

- 80 % du montant forfaitaire total des travaux de la tranche concernée sur situation mensuelle d'avancement des travaux
- 15% du montant forfaitaire total des travaux de la tranche concernée à la réception des travaux concernés,
- 5 % du montant forfaitaire total des travaux de la tranche concernée à la levée de toutes les réserves, repli et finitions achevées et DOE accepté.

12.2 Paiement des modifications

Les modalités de paiement des modifications - prestations supplémentaires ou modifications techniques - seront spécifiées dans l'ordre de service autorisant l'exécution des modifications.

Par défaut, les travaux supplémentaires sont payés en prenant en compte la répartition suivante :

- 90 % du montant au constat de réalisation des modifications et à l'acceptation de leurs livrables documentaires associés,
- le solde à la remise de l'ensemble de la documentation prévue au titre du présent marché (dossier des ouvrages exécutés, base de donnée pour la gestion du patrimoine, documents relatifs à l'exploitation, ...).

12.3 Retenue de garantie

Chaque terme de paiement fera l'objet d'une retenue de garantie égale à 5 % du montant facturé et garantissant contractuellement l'exécution des travaux.

Toutefois, cette retenue ne sera pas pratiquée si le Titulaire fournit au CEA une caution bancaire personnelle et solidaire fournie par un établissement de crédit accepté par le CEA pour un montant équivalent et dont la mainlevée sera prononcée à l'expiration du délai de garantie.

Cette caution bancaire devra être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire transmet la facture correspondant au premier terme de paiement. Dans l'hypothèse où la caution ne serait pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie du premier terme de paiement sera prélevée et le Titulaire n'aura plus la possibilité de la cautionner jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

ARTICLE 13. CONDITIONS DE FACTURATION

13.1 Décomptes mensuels

Le Titulaire transmettra pour le 05 de chaque mois sa situation de travaux au CEA pour approbation conformément aux dispositions des articles 29 et suivants des CGA.

13.2 Mode de règlement

1 - Conformément aux conditions de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

L'envoi des factures par voie postale est strictement réservé aux entreprises bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 3 de ladite ordonnance. Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

**DCG / SCD / Bureau Centralisé Comptable DAM
Bâtiment AD
Bruyères le Châtel
91297 ARPAJON CEDEX**

2 - Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : XXXXX
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir : XXXXX
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée,

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

La période de révision s'entend hors retards de livraison.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché.

ARTICLE 14. PENALITES

14.1 Pénalités pour retard d'exécution

L'article 24 des CGA est applicable et est complété comme suit :

En cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des prestations, y compris un retard de la remise d'un livrable, le CEA peut appliquer des pénalités de retard.

Le CEA se réserve le droit d'appliquer des pénalités en cas de retard dans la délivrance des documents prévus. Les pénalités applicables sont de 100 € (deux cents euros) par document et par jour calendaire de retard.

Le montant maximal des pénalités s'élève à 10% du montant Hors Taxe du marché. Elles sont :

- ↳ applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,

- ↪ toutes cumulables au titre des mois successifs,
- ↪ des retenues provisoires durant l'exécution du marché et deviennent définitives à l'achèvement des travaux,
- ↪ appliquées, périodiquement, en comparant les délais réels d'exécution et les délais contractuels,
- ↪ cumulativement plafonnées à 10 % (dix pour cent) du montant hors taxes du marché (y compris avenants éventuels), indexation comprise.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application au stade de l'établissement des décomptes.

L'assiette de calcul du montant des pénalités est le montant ferme et forfaitaire hors taxes du Marché, au taux de 1/1000ème par jour calendaire de retard.

14.2 Pénalités de non-respect des dispositions de la prévention pour la sécurité du travail

Si le Titulaire ne respecte pas l'une des règles de sécurité demandées par le CEA pour la réalisation des prestations, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer une pénalité de 150 (cent cinquante) euros HT par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables des règles susvisées.

Sont notamment considérés comme des faits générateurs :

- toute absence de déclaration de sous-traitance,
- non-remise de l'information trimestrielle du Titulaire relative aux accidents du travail,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des dispositions de sécurité définies dans le plan de prévention,
- non-respect des consignes de sécurité générales applicables sur le centre,
- non-respect des consignes de sécurité spécifiques applicables sur les installations.

14.3 Retard de raccordement

Tout retard de raccordement / remise en marche de réseau dévoyé, eu égard à la période de travaux imposée par le service technique concerné du CEA, engendrera l'application de pénalités spécifiques. Elles seront calculées sur le montant hors taxes de la part ferme du marché, au taux de 5/1000ème par jour calendaire de retard.

14.4 Retard des activités de levée des réserves

Après la réception des travaux, le CEA communiquera la liste des éventuelles réserves au titulaire, qui s'engagera en retour, dans un délai d'une semaine, sur un planning de levée des réserves.

Après notification de l'accord du CEA sur ce planning, le Titulaire sera engagé à respecter ce planning de levée des réserves. En tout état de cause la durée totale de la mise en conformité ne pourra excéder 1 mois calendaire.

Tout décalage de ce planning sera pénalisable à raison de 0,25 % du montant du Marché par jour calendaire de retard au-delà du premier mois.

ARTICLE 15. AUDITS ET INSPECTIONS**15.1 Audit de marché**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements, à tout moment, sous réserve d'un préavis de 15 jours.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

Si nécessaire, les situations de conflit d'intérêt seront régies par les règles internes aux professions réglementées et aux auditeurs.

15.2 Droit d'accès

Le Titulaire devra permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

15.3 Inspection

Le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment, sous réserve d'un préavis de 15 jours et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

Le Titulaire informe dans un délai suffisant le CEA de tout ouvrage (pour voirie) ou partie d'ouvrage qui en raison de l'avancement des travaux sera dissimulé ou inaccessible à l'achèvement des travaux et pour lequel les opérations préalables à la réception ne pourraient donc pas être faites à ce moment-là.

S'il le juge utile, le CEA peut alors procéder ou faire procéder aux essais et contrôles nécessaires pour vérifier la conformité de cet ouvrage ou partie d'ouvrage aux spécifications du Marché, avant la poursuite des travaux.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation ou prolongation de délais en raison des arrêts de travaux éventuels imposés par ces essais et contrôles.

Si le Titulaire omet d'informer en temps utile le CEA de cette dissimulation ou inaccessibilité, le CEA peut alors prescrire par ordre de service les mesures de nature à permettre les opérations préalables à la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concerné. Ces mesures peuvent comprendre, si nécessaire, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage.

Les frais résultant de la mise en œuvre de ces mesures, y compris le cas échéant la reconstruction de l'ouvrage sont à la charge du Titulaire. Par ailleurs, le Titulaire ne peut alors prétendre à aucune prolongation de délais pour les retards ou les arrêts de travaux éventuels liés à la mise en œuvre desdites mesures.

15.4 Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

ARTICLE 16. GARANTIES

16.1 Garantie concernant les études

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre sous 2 (deux) semaines l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'1 (un) an à compter de la réception sans réserve du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

16.2 Garantie des travaux

Les dispositions des articles 30 et 34 des CGA sont applicables.

ARTICLE 17. RESILIATION

L'article 39 des CGA s'applique, il est complété par les dispositions suivantes :

Le CEA se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités en cas de modification substantielle de la répartition du capital social du Titulaire ou de changement de liens organiques ou privilégiés qui lient le Titulaire à des tiers ou en cas de changement de majorité ou de contrôle du Titulaire, ou d'une de ses composantes industrielles majeures, au profit d'un groupe dont la stratégie

ne serait pas conforme à celle adoptée pour le projet LMJ ou qui ne reprendrait pas totalement à son compte les exigences contractuelles du marché.

La mise en redressement judiciaire ne suspend pas les obligations contractuelles de l'entreprise qui s'imposent indépendamment des dispositions légales relatives à l'option de poursuite des contrats offertes à l'Administrateur Judiciaire.

Le Titulaire s'engage, en cas de résiliation du marché et quel qu'en soit le motif, à remettre au CEA tous les plans, documents, matériels en cours de réalisation, matériaux approvisionnés, et toute entité identifiable comme appartenant au marché et utilisable par le CEA en l'état.

- - - - -

Fait à Bruyères-le-Châtel, le
en deux exemplaires originaux.

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

ANNEXE 1. BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE FORFAITAIRE (BPU)

En euros HT au CE du Marché

ANNEXE 3

TAUX HORAIRES

3.1. Les taux horaires du Marché sont rappelés dans le tableau ci-dessous présenté :

Fonction	Taux Horaire (en € HT aux CE du Marché)

Taux de peines et soins : XX %

3.2 frais généraux (location du matériel de chantier + démobilisation/remobilisation éventuelle...) en cas d'allongement du délai d'exécution supérieur à 1 mois, indépendant du Titulaire

ANNEXE 5 MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<p><u>Visa(s)</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p><u>Signature et cachet du CEA</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>

Pour le Titulaire
<p><u>Visa(s)</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p> <p><u>Signature et cachet du Titulaire</u></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p>

